

# **Les filières lait et viande bovine dans la tourmente de la volatilité des prix**

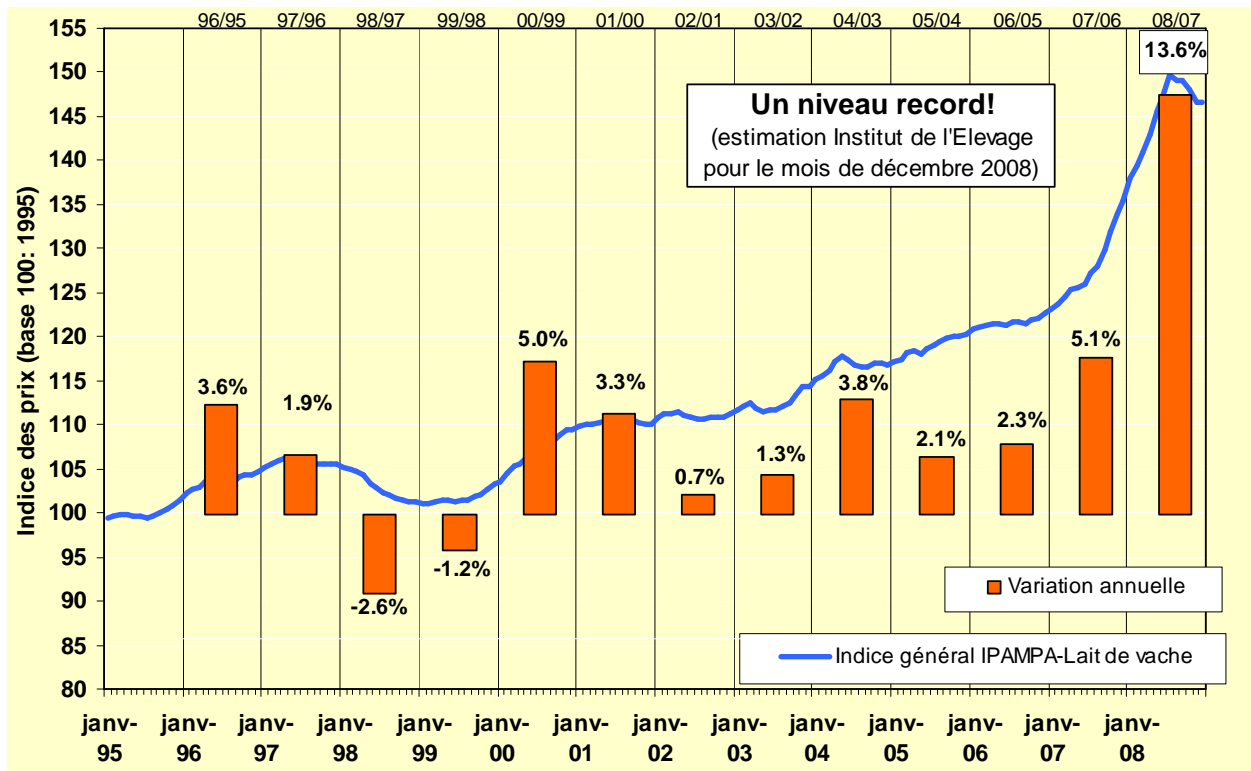
*par Jean-Claude GUESDON*

*Chef du Département Economie de l'Institut de l'Elevage. Paris (France)*

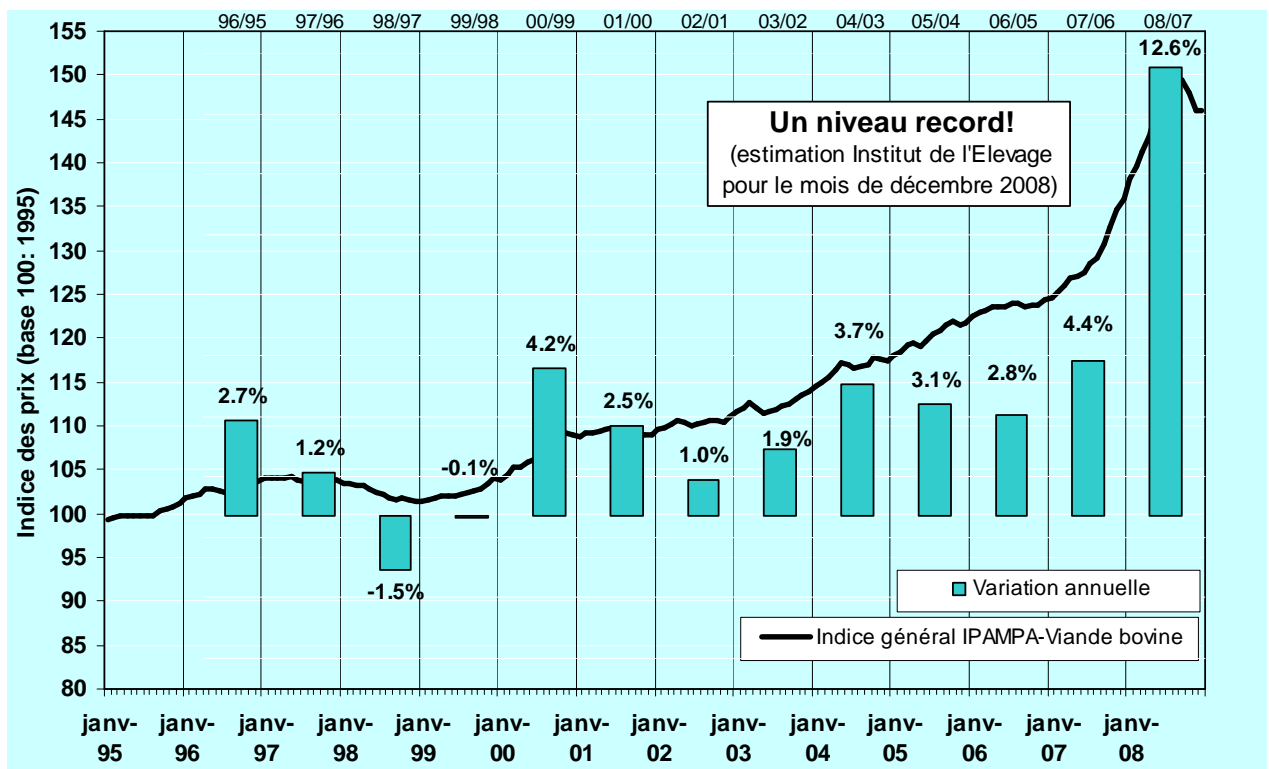
En élevage comme dans les autres secteurs économiques, l'année 2008 aura été celle de tous les contraires et de tous les extrêmes. La forte poussée inflationniste en matière de coût de production du lait et de la viande bovine, elle-même consécutive à la flambée des prix des intrants en général et en particulier à celles de l'énergie, des engrais et des aliments du bétail, a mis à mal, en terme de système de production, l'équilibre élevage/grandes cultures. Le retour de balancier des prix de ces intrants à partir de l'automne 2008 rééquilibre un peu les choses et les rapports de coût et de revenu sont redevenus ce qu'ils étaient depuis plusieurs décennies maintenant : celui d'un déséquilibre structurel de revenu entre la valorisation des cultures et celle des surfaces fourragères par des ruminants. La Politique Agricole Commune, par ces mécanismes de régulation jusqu'à récemment, ou désormais par ces mécanismes de soutiens publics dits découplés, n'a aucunement rééquilibré les revenus ou orienté les systèmes de production vers des systèmes plus en harmonie avec les enjeux de l'agriculture dans nos pays développés, à savoir le soutien ou renforcement des systèmes de production qui respectent le mieux les enjeux sociétaux que sont l'environnement au sens large (qualité de l'eau et des territoires, l'économie d'intrants, le bilan carbone, etc.) et la qualité/sécurité des produits.

L'utilisation de la « boîte à outils » négociée dans le « bilan de santé » permettra-t-elle ce rééquilibrage et ces réorientations ? L'Europe sauvegardera-t-elle ou réinventera-t-elle des mécanismes de régulation de marché sans lesquels l'élevage des ruminants et ses filières risquent d'être mis à mal ? « Les signaux du marché », il y a longtemps que les éleveurs les observent... et ce n'est pas au moment où ils sont complètement désordonnés qu'ils peuvent donner du sens à l'évolution de l'agriculture ou devenir l'alpha et l'oméga d'une politique agricole ! Ce n'est pas sur eux qu'ils faut compter par exemple pour sauver ce qui reste de surface herbagère et d'activité agricole en zone difficile en Europe ! Et pourtant il s'agit bien là d'un enjeu de société.

## IPAMPA Lait de vaches



## IPAMPA Viande bovine



## **Une hausse inhabituelle des coûts de production**

Les éleveurs de bovins lait et viande ont connu fin 2007 – début 2008 une hausse « sans précédent »<sup>1</sup> des charges d'exploitation. Trois éléments ont particulièrement pesé dans cette flambée des coûts de production : les prix des aliments du bétail achetés, celui des engrais et des phytosanitaires et celui de l'énergie. Une accalmie s'est dessinée depuis l'automne 2008, le prix de l'énergie a alors fortement baissé, avant que l'aliment du bétail ne connaisse lui aussi une tendance à la baisse, celle des engrais ne se manifestant que depuis novembre 2008 et de façon très modeste.

### **Suivi des indices de coût par les IPAMPA élevage**

Depuis l'été 2007, l'Institut de l'Élevage a mis en place un observatoire mensuel de l'évolution des indices des prix d'achat des moyens de production (IPAMPA) déclinés par grandes orientations technico-économiques : la production laitière, les systèmes allaitants, et les engraisseurs de jeunes bovins à partir de veaux ou de broutards.

L'IPAMPA est un indice général de l'évolution du prix des intrants publié par l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques). Ses limites pour rendre compte d'une filière précise sont liées précisément à son aspect global.

Les indices « élevage » calculés par l'Institut de l'Élevage le sont selon les mêmes conventions (indice de type Laspeyres) mais tiennent compte de la structure des charges de chaque production ou orientation technico-économique de l'élevage.

La pondération propre à chaque production a été établie à partir d'une utilisation conjointe des données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA), des Réseaux d'Élevage (dispositif partenariat entre l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'Agricultures) et de l'enquête Structure du SCEES. Le tout permettant de dégager une structure de coût et une pondération de chaque système.

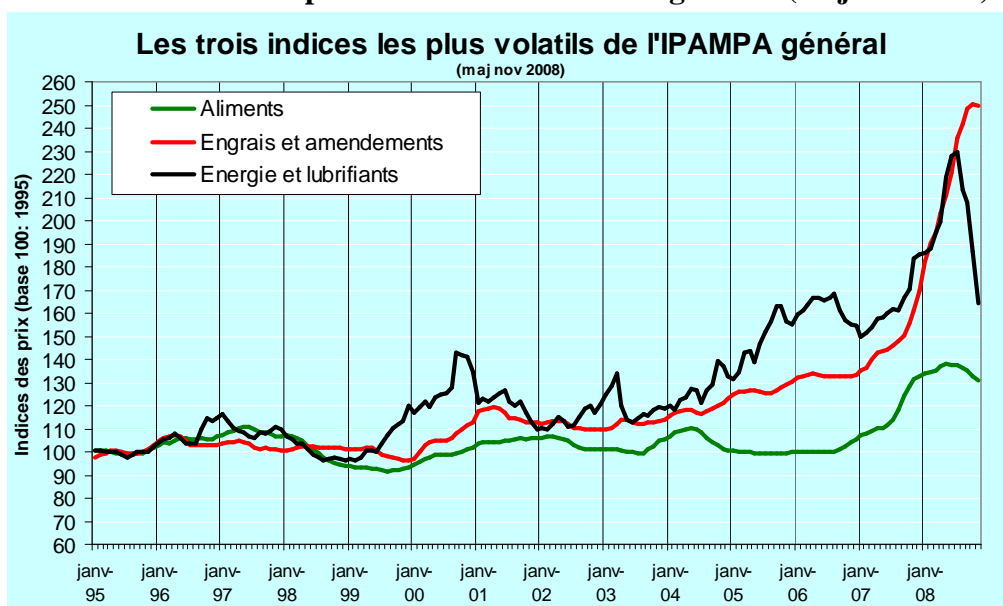
Il en ressort que les charges suivies pour l'évolution de ces indices correspondent à :

- 71% de l'ensemble des charges pour l'IPAMPA Lait de vaches,
- 73% de l'ensemble des charges pour l'IPAMPA bovins viande naisseurs et naisseurs-engraisseurs,
- 79% de l'ensemble des charges pour l'IPAMPA engraisseur à partir de broutards,
- 74% de l'ensemble des charges pour l'IPAMPA engraisseur à partir de veaux de 8 jours.

---

<sup>1</sup> Sauf à remonter peut-être aux années 1980/1983 fortement inflationnistes mais pour lesquelles nous n'avons pas de référence IPAMPA spécialisé.

## Les trois indices les plus volatils de l'IPAMPA général (maj nov 2008)



## IPAMPA – Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (observé avec résultats de novembre 2008)

Production	Base 100 en 1995	Indice mensuel		Indice cumulé sur 12 mois en %
		nov-08	2008/07 (%)	
Lait de vache	<b>Indice général*</b>	146.7	9.4	<b>13.8</b>
	<i>dont Consommations courantes</i>	149.0	10.4	16.5
	<i>dont aliments achetés (22%)**</i>	137.6	5.2	21.1
Lait de chèvre	<b>Indice général*</b>	139.9	5.5	<b>12.6</b>
	<i>dont Consommations courantes</i>	140.0	5.3	14.9
	<i>dont aliments achetés (40%)**</i>	132.8	2.8	17.5
Viande bovine	<b>Indice général*</b>	145.9	8.4	<b>12.8</b>
	<i>dont Consommations courantes</i>	149.0	9.2	16.2
	<i>dont aliments achetés (17%)**</i>	137.2	7.5	21.7
Engraisseurs de jeunes bovins à partir de broutards	<b>Indice général*</b>	140.3	7.5	<b>13.2</b>
	<i>dont Consommations courantes</i>	139.1	7.8	15.0
	<i>dont aliments achetés (36%)**</i>	137.5	6.8	22.1
Engraisseurs de jeunes bovins à partir de veaux	<b>Indice général*</b>	137.2	3.5	<b>9.5</b>
	<i>dont Consommations courantes</i>	135.2	2.9	10.5
	<i>dont aliments achetés (38%)**</i>	131.7	-1.6	11.9
Ovins viande Agneaux lourds	<b>Indice général*</b>	144.3	6.9	<b>13.0</b>
	<i>dont Consommations courantes</i>	145.5	7.1	15.4
	<i>dont aliments achetés (28%)**</i>	137.8	2.9	19.0

Indice communs à toutes les productions***	Consommations courantes			
	Produits et services véto.	130.9	2.7	2.9
Engrais et amendements	249.8	55.2	49.7	
Semences	121.0	6.5	7.9	
Protection des cultures	110.7	4.2	3.0	
Energie et lubrifiants	164.0	-10.7	24.5	
Fournitures	123.1	5.7	5.8	
Entretien du matériel	158.0	5.9	5.4	
Entretien des bâtiments	118.9	1.2	0.9	
Frais généraux	124.9	2.2	2.0	
<b>Biens d'investissements</b>				
Matériels et installations	133.6	6.3	4.2	
Bâtiments	154.8	5.9	6.3	

\* L'indice général couvre 70 à 80% des charges totales. Ne sont pas pris en compte les postes : travaux par tiers, fermages, impôts et taxes, frais de personnel, charges sociales et frais financiers

\*\* Contribution dans l'indice général

\*\*\* Dont la pondération dans le calcul de l'indice général diffère entre les productions

Sources : Institut de l'Élevage d'après INSEE

Un certain nombre de charges (20 à 30%) telles que les fermages, impôts et taxes, charges sociales et frais financiers ne sont pas suivies par le SCEES dans l'IPAMPA général et ne peuvent par conséquent l'être dans ces IPAMPA spécialisés.

### **Les postes « aliments achetés », « énergie » et « engrais » façonnent les IPAMPA**

Les postes aliments achetés, énergie et engrais influencent fortement l'évolution de ces indices. Le premier contribue pour 15% à la structure de coût de production du lait de vaches et même 36% du coût en engraissement de jeunes bovins de type broutard.

Les engrais et amendements contribuent à plus de 6% à la structure de coût en élevages allaitants et laitiers. L'énergie quant à elle pèse 4 à 6% dans les différents systèmes d'élevage.

La flambée généralisée de ces postes a contribué pour l'essentiel à la hausse sans précédent des IPAMPA productions animales en 2008<sup>2</sup> : +13,6% en lait, +12,6% en viande bovine, +12,8% en engraissement à partir de broutard (voir graphiques page 2).

### **Faiblesse et irrégularité de revenu sont incompatibles avec l'élevage ruminant**

La faiblesse structurelle des revenus en élevage ruminant par comparaison aux revenus apportés par des orientations grandes cultures est historique en France (voir courbe ci après) et en Europe. Elle explique largement le reflux des surfaces consacrées à l'herbe et aux fourrages (plus de 20% en France et en Europe depuis 30 ans). A l'avenir, le côté erratique de revenu qui pourrait être consécutif aux politiques de dérégulation de l'offre, et le fossé de revenu sans précédent enregistré en 2007 et 2008 entre les orientations élevage et grande culture, pourraient bien renforcer l'abandon de l'élevage dans de nombreux systèmes et régions de polyculture élevage.

Alors que les questions d'astreinte de travail, d'importance du capital, de longueur de cycle de production, jouent comme des facteurs défavorables à l'élevage, les revenus de ces dernières années évoluent dans un sens défavorable à l'élevage.

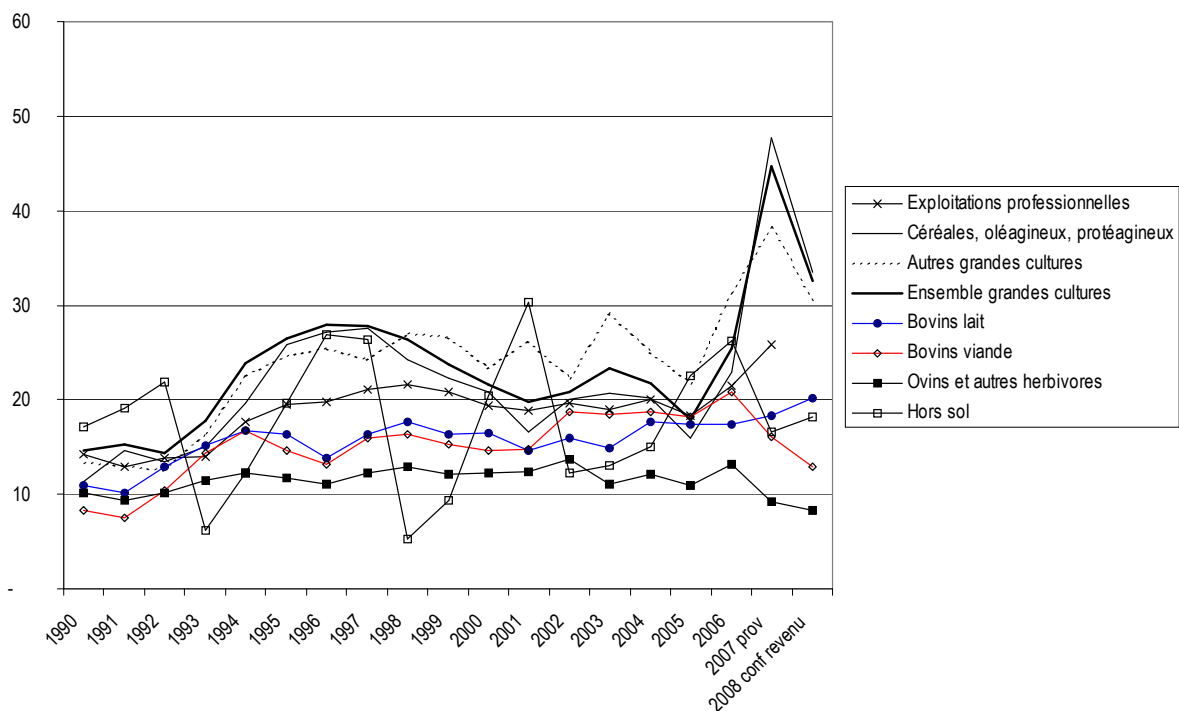
Comme on le voit sur le graphique ci-après, ramené à l'UTA non salarié (Unité de Travail Agricole), le revenu moyen a varié, en 2007 et 2008, de 1 à 3 entre l'orientation viande bovine et l'orientation grandes cultures.

En tombant à moins de 10 000 euros par UTA, les revenus des systèmes viande bovine seraient même tombés en France à un niveau inférieur aux systèmes ovins ! Et on peut mesurer l'impact des revenus désastreux en viande ovine sur le déclin de cette filière en Europe.

---

<sup>2</sup> Estimation pour décembre 2008

## Résultat courant avant impôts / UTA non salariée (milliers euros courants)



Source : SCEES, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations

### Quel équilibre possible ?

Cette variation d'évolution des charges subie par l'ensemble des secteurs ces deux dernières années, à des degrés divers selon les secteurs a donc eu des impacts extrêmement différents et même opposés.

Le secteur viande bovine a subi de plein fouet les hausses de charge, non seulement de l'énergie et des engrais, mais des aliments du bétail (d'ailleurs de plus en plus liés entre eux par le biais du développement mondial des agrocarburants). Parallèlement ce secteur n'a pu répercuter à son aval les hausses de coûts. A certains moments et sur certaines productions, comme les animaux d'élevage, sous l'effet cette fois des crises sanitaires (fièvre catarrhale ovine) et des perturbations dans les échanges, c'est même des baisses de prix qui ont été enregistrées.

Le secteur laitier au contraire a pu, au cours de l'hiver 2007/2008 bénéficier des tensions sur le marché mondial des produits dits industriels (beurre et poudre) et de prix à la production à la hausse. Le mouvement s'est inversé dès le printemps 2008, mais les hausses de prix alors consenties jusqu'à l'automne aux producteurs laitiers français et européens ont permis une amélioration du revenu des exploitations laitières.

Le retournement de conjoncture de prix du lait fin 2008 alors que les prix des moyens de production avaient à peine amorcé un repli laisse présager des revenus en baisse en 2009.

Peut-on imaginer une accalmie après ces désordres de marché des années 2007-2008 ?

D'un côté, il faut l'espérer tant l'élevage lait et viande et ses filières ne pourront se maintenir dans toutes les zones labourables, dans les exploitations de polyculture élevage et en montagne que si une certaine « parité » de revenu est sauvegardée entre l'activité culture et l'activité élevage des zones de plaine et de montagne.

D'un autre, on peut craindre que les tendances lourdes, à la fois en termes de prix des matières premières de première nécessité (céréales... et carburants) et de dérégulation des marchés (fin des quotas laitiers en 2015, menace sur le couplage des aides, etc.), continuent à décourager les systèmes d'élevages ruminants et à réduire la place de l'herbe dans les paysages européens.

Où les politiques européennes, nationales et régionales mettront-elles les priorités entre les politiques énergétiques, alimentaires et environnementales ? C'est bien à des enjeux sociétaux de ce type que peut répondre l'élevage ruminant, mais pas dans le simple cadre d'une économie de marché.

### **Références bibliographiques :**

- Tendances lait et viande – mai 2008 – n° 180. *Zoom : « De nouveaux indicateurs pour approcher l'évolution des charges en élevage.*
- Agreste Primeur° 218 :décembre 2008-  
*« Hausse des couts de production , baisse des revenus »*
- Berger J., Lemarquis D., Pochet M., Pous B., 2000. *L'IPAMPA – INSEE Méthodes n° 94.*
- Charroin T., Perrot C., Psalmon G., Lamarcq G., Chami S., Lequenne D., 2001. *Analyse de la structure des charges des exploitations spécialisées en production de lait de vache. Application à l'élaboration d'un indice des prix des charges, 8<sup>ème</sup> Rencontres. Recherches Ruminants, 2001, 17-20.*